

APPENDICE No 3

Le TÉMOIN: Et ce pendant les quarante ans d'existence de la maison.

Le président:

Q. Allez, monsieur Weaver.—R. La somme de \$53,000, sur un capital de \$700,000 nous amène à peu près à du 7.5 p. 100, et c'est ce que n'a jamais pu faire de mieux, que je sache, n'importe quelle fabrique canadienne de chaussures. La compagnie que représente M. Warrington est l'une des plus florissantes au Canada. Bien peu de ces entreprises ont été à même de s'assurer seulement un intérêt sur les dépôts de banque pour leurs capitaux, au cours des dernières années.

Q. Qu'appellez-vous, ces dernières années?—R. Je veux parler surtout de la période qui a suivi la dépression d'il y a 2 ou 3 ans dans l'industrie de la chaussure et où la moyenne des profits équivalait à peine à un intérêt de banque. Les faillites se sont sans cesse multipliées, comme le montre le chiffre de 175 pour les 35 ou 40 dernières années, la liste des déconfitures depuis 1918 arrivant à 52. J'en ai la liste complète sur moi.

M. Sales:

Q. Je désirerais ici placer un seul mot savoir que ces données sont quelque peu embrouillées vu que les appointements de M. Ritchie, président de la compagnie, sont amalgamés dans les déboursés. Je ne me propose pas de chercher à connaître le chiffre de ses appointements, mais je ne doute pas qu'ils atteignent une jolie somme et tout cela se paye à même les profits réalisés. Il est admis ici que le Canada compte vraiment trop de fabriques de chaussures. Qu'est-ce donc qui attire tant les capitaux vers l'industrie de la chaussure, s'il est vrai que cette dernière soit si mal en point et malgré le nombre imposant de faillites que vous venez de nous mettre sous les yeux.—R. Voici, c'était la chose du monde la plus facile pour le premier venu de se mettre en affaires dans cette industrie avec peu ou point de capital. Le premier venu, après un court apprentissage dans la fabrication des chaussures—après avoir vu et observé quelque peu; mis de côté quelques milliers de dollars, a pu parfaitement louer la machinerie nécessaire ou l'acquérir par le système de royauté avec une mise fort modeste, on peut même dire nulle, et se dire fabricant de chaussures.

Le président:

Q. Permettez-moi une question. Avez-vous mentionné le chiffre de 179 fabriques?—R. 173 a été le chiffre officiellement donné—pour 1920. Mais depuis on l'a quelque peu réduit.

Q. Et sur ces 173, combien pouvait-il y en avoir du genre que vous venez de dépendre?—R. Impossible pour moi de vous donner aucun chiffre là-dessus. Nombre, grand nombre de fabriques de chaussures sont d'une importance fort minime. On le voit par le fait—j'ignore s'il en a été ou non question—qu'on ne trouve probablement pas plus de 25 fabriques de chaussures au Canada avec un capital allant jusqu'à \$250,000 et pas plus de six à un capital de \$500,000 ou plus.

M. Sales:

Q. N'existe-t-il pas de tendance à une fusion chez les industriels de la chaussure et du soulier?—R. Pas dans ce pays. Aux Etats-Unis, l'idée a fait assez de chemin.

Q. Parlez-nous donc de la faillite Ames-Holden-McCready?—R. C'était l'unique entreprise de quelque envergure au Canada.

Le président:

Q. C'est une faillite aussi malheureuse que possible?—R. Oui.

[M. S. Roy Weaver.]